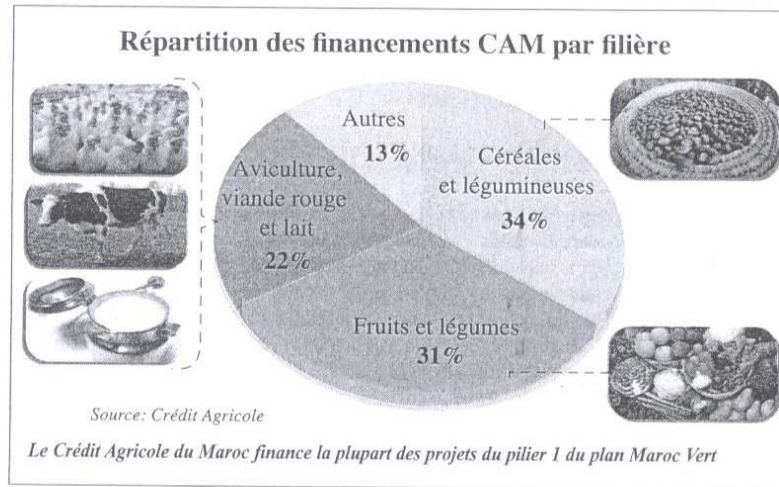


25 milliards de dirhams pour le plan Maroc Vert

• Plusieurs conventions signées lors des Assises du 23 avril

• La banque compte capitaliser sur son expertise

À peine le plan de financement de 24 milliards de dirhams achevé, le Crédit Agricole du Maroc lance un nouveau programme de 25 milliards de dirhams sur la période 2014-2016. Au départ, la banque avait programmé 20 milliards de dirhams. Chiffre qui a été dépassé de 4 milliards de dirhams. «Ce n'est pas un net d'encours puisqu'il y a eu des remboursements entretemps», affirme Tariq Sijilmassi, président du directoire du CAM, au Club de L'Economiste. Et d'ajouter: «La convention de partenariat prévoyait l'accompagnement des piliers 1 et 2 de la stratégie agricole, notamment de grands



projets structurants tels que les opérations sur la Sodéa-Sogeta, l'oléiculture, l'agrumiculture, mais également des opérations du pilier solidaire telles que l'accompagnement des petits agrégés...».

Le plan Maroc Vert est maintenant à mi-chemin. Pour la seconde manche, la banque verte monte en gamme puisqu'elle veut mobiliser 25 milliards de dirhams pour soutenir le plan. Plusieurs conventions seront signées à l'occasion des Assises de l'agriculture, prévues le mercredi 23 avril.

L'accompagnement de la première partie du PVM a permis au Crédit Agricole d'enregistrer une grosse expertise et de tirer les enseignements qui s'imposent au terme de cette première manche de la stratégie agricole. «Il faut analyser le plan Maroc Vert comme une matrice à quatre entrées. Pour accompagner efficacement cette feuille de route, il faut toujours concilier entre les quatre entrées

tation de l'exode rural. Quant au quatrième volet, il porte sur l'enclenchement d'une agro-industrie marocaine, et son approvisionnement par une agriculture nationale. L'objectif est d'en faire un fer de lance pour l'export et, pourquoi pas, l'industrialisation du tissu productif.

«L'analyse de l'ensemble de ces quatre dimensions nous permet d'adapter notre offre de financement, ainsi que notre mode de fonctionnement en tant que banque», signale Sijilmassi. Le schéma d'analyse adopté par la banque a permis de favoriser l'amélioration de la production, notamment en huile, viandes

rouges, lait, agrumes, ainsi que l'émergence d'unités d'exploitation agricole de taille convenable. Le président du CAM en convient, les grands champions de l'agro-business se comptent encore sur le bout des doigts.

Au cours de ces cinq dernières années, plusieurs interprofessions se sont restructurées. Des contrats-programmes ont été signés avec plusieurs fédérations sectorielles, notamment dans le secteur des viandes rouges, du lait, de l'huile... De plus, des efforts sont déployés pour une meilleure intégration entre l'amont et l'aval.

Quant à l'agriculture solidaire, de grosses réussites ont été réalisées sur le

16 déclinaisons régionales

Si l'on examine la dimension territoriale de la stratégie agricole 2009-2013, l'on se rend compte que chacune des 16 déclinaisons régionales du plan Maroc Vert représente un dossier à part. Ainsi, il s'est avéré qu'il y a, par exemple, un vrai effort à déployer sur les zones oasiennes. D'où la création d'une agence dédiée. L'objectif étant de rectifier les erreurs à mi-parcours. Il en va de même pour les régions montagneuses, qui souffrent d'un déficit hydrique. Le président annonce le projet de création d'une agence spécialisée dans le développement de ces régions. □

de la matrice», analyse le président de la banque.

La première dimension s'articule autour de l'interprofession. La banque finance plusieurs projets de céréaliculture, d'agrumiculture, de production laitière et de viandes rouges...

Le deuxième axe répond à une préoccupation territoriale. Pour s'adapter aux réalités locales, 16 déclinaisons régionales du plan Maroc Vert ont été implémentées. La troisième logique est d'ordre sociétal. La stratégie agricole ambitionne de concilier agriculture vivrière et moderne. Ce qui passe par l'amélioration des conditions de vie des populations rurales et donc la limi-

plan local. Mais le plus grand défi pour le plan Maroc Vert au cours des prochaines années, c'est de contribuer au développement de cette filière tout en veillant à la réalisation de deux objectifs. Les financements doivent générer un impact réel sur les populations et l'effet de levier bancaire doit être utilisé. «Ce qui permettra de tripler l'impact de la subvention via la combinaison avec le crédit», explique le président du CAM. □

Hassan EL ARIF